

29 juin 2020 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Les élections municipales cru 2020 auront été d'un caractère exceptionnel par leur déroulement sur 4 mois entre le premier et le second tour et dans un contexte de pandémie.

En pleine cohérence avec les colères exprimées ces derniers mois, le gouvernement et ses appuis locaux n'ont pas réussi leur implantation dans la plupart des grandes villes.

L'extrême droite s'impose pour la première fois depuis 1995 dans une ville de plus de 100 000 habitants.

Dans ce contexte, la Fédération CGT des Services publics souhaite tout d'abord exprimer ses sentiments de solidarité, mais aussi de vive inquiétude pour les milliers de fonctionnaires et agents territoriaux qui sont désormais appelés à exercer leurs fonctions sous l'autorité d'exécutifs d'extrême droite, voire de droite extrême.

Notre organisation sera particulièrement vigilante quant à l'évolution de la situation dans ces collectivités, tant pour les personnels que pour les usagers des services publics territoriaux. Avec les syndicats CGT des personnels de ces villes, la Fédération sera intraitable quant à la pérennité du service et de l'emploi publics et au strict respect de la liberté syndicale.

Elle sera tout aussi attentive à l'évolution des villes, des structures intercommunales (métropole, communauté de communes et d'agglomération) et des établissements publics concernés par l'alternance politique, particulièrement celles où les équipes nouvellement élues seraient animées par un esprit revanchard et ont déjà annoncé leur intention de s'attaquer au service et à l'emploi publics ainsi qu'aux libertés fondamentales notamment celle d'exercer le droit de grève.

Alors que la politique gouvernementale menée depuis 2017 vient d'être lourdement rejetée, le président de la République continue sa fuite en avant en accélérant la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique sans avoir pris conscience de l'implication des agents publics dans la gestion de la pandémie.

Alors que les fonctionnaires territoriaux ont largement été mis à contribution pendant cette catastrophe sanitaire, la poursuite de cette politique est vécue comme une insulte. La mise en place inégalitaire de la prime COVID, le vol des congés, le gel continu du point d'indice sans aucune perspective d'augmentation, la relance du projet de loi de casse de notre système solidaire de retraite illustrent le mépris de ce gouvernement envers les agents publics.

La Fédération CGT des Services publics est déterminée à mener le combat à tous les niveaux et en toute occasion pour en finir avec l'austérité. Elle appelle ses syndicats à construire, avec les personnels, les mobilisations les plus larges possible :

- au quotidien dans les collectivités, pour combattre les effets des politiques nationales d'austérité et leurs conséquences pour les budgets ;
- le mardi 7 juillet pour obtenir une revalorisation salariale notamment par le dégel du point d'indice ;
- le mardi 14 juillet avec les personnels soignants ;
- le mardi 21 juillet en soutien à Antony Smith, inspecteur du travail, suspendu pour avoir voulu faire respecter le droit du travail dans une entreprise d'aide à domicile.

Pour la justice sociale, l'augmentation des salaires, le dégel de la valeur du point d'indice, pour l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique, pour l'abandon définitif de la réforme des retraites, pour le développement des services publics et de la démocratie locale, pour une politique industrielle ambitieuse, agissons !

Montreuil, le 29 juin 2020